

## **XVIII. Union Européenne, Grèce et Chypre face à la politique des États Unis en Eurasie**

[Published first in: Ιωάννης Θ. Μάξης, *Γεωπολιτική: Η θεωρία και η πράξη*, ΕΛΙΑΜΕΠ/Παπαζήσης, Αθήνα 2002, 655-71]

Pour aborder ce problème à multiples facettes, il est nécessaire de traiter d'abord des trois questions qui suivent, vues toujours par rapport à la question de la volonté américaine d'exercer une hégémonie politique et militaire sur l'espace eurasiatique et sur son complément maritime, la Méditerranée.

### ***1. Les questions***

*Question no 1:* La première question qui se pose est celle qui cherche à savoir s'il existe réellement une entité «unie politiquement» et, bien sûr, «géopolitiquement homogène» qui prenne forme et contenu dans cet ensemble multinational et non supranational que nous appelons avec optimisme l'Union européenne (UE).

*Question no 2:* En cas de réponse négative, une deuxième question surgit, qui vise, d'une part à trouver la forme de l'entité qui remplace cet ensemble, et d'autre part, à déterminer la structure et les orientations géopolitiques de cette nouvelle entité.

*Question no 3:* La troisième question examinera nécessairement les causes de la création de cette entité intra-européenne et, par là-même, anti-européenne.

## ***2. Propositions de réponse***

**Réponse à la question n° 1:** La réponse à la première question c'est-à-dire à celle relative à l'existence d'une entité «unie politiquement» et «géopolitiquement homogène» penche vers la négative. Et cela n'est pas tant affaire d'économie que de culture et d'histoire. Qui y verrait «l'aboutissement naturel des nationalismes européens» ne se tromperait pas, sans vouloir nécessairement charger négativement la notion de «nationalisme».

Mais il faut se rendre à l'évidence: que l'on examine l'attitude de l'Union européenne soit au moment de la dissolution de la Yougoslavie, lors de l'explosion en Bosnie, ou à présent avec l'affaire du Kosovo, soit avec l'explosion islamique en Algérie, une réflexion géopolitique européenne commune fait cruellement défaut. Le fait que les missions Petersberg<sup>1</sup> n'ont pas été d'application en Bosnie et au Kosovo, où la «communauté internationale»<sup>2</sup> n'a pu que constater une fois de plus la puissance indéniable de l'Alliance atlantique, est consternant. Tout aussi consternante est l'image qui se forme dans l'esprit des citoyens européens lorsqu'ils lisent l'«Introduction de la Déclaration» des États membres de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) qui accompagne le texte du Traité de l'Union européenne. N'y a-t-il donc aucun progrès marqué dans ses structures et ses fonctionnements qui nous autorisent à croire que l'UEO a effectivement évolué en «composante défensive» de l'UE?

Pour quelle raison, en vérité, l'UEO devrait-elle évoluer, conformément à ce même texte, en «pilier de l'aile européenne de l'Alliance atlantique» et non en partenaire européen égal de l'Alliance atlantique en matière de défense, entièrement responsable et compétent pour les questions de défense et les crises qui se déclarent dans l'aire géographique des territoires qui peuvent être qualifiés d'européens en raison de leur statut ou de leur situation géographique? Dans quelle mesure, en vérité, le passage du texte qui prévoit que l'UEO établira une politique européenne commune de

1. Il s'agit de: a) missions humanitaires et d'évacuation, b) missions de maintien de la paix et c) missions pour la gestion de crise, y compris celle d'imposer la paix. Elles ont reçu ce nom de la Déclaration de Petersberg, texte qui a émané de la rencontre ministérielle de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) qui se tint le 19 juin 1992 et au cours de laquelle furent prises des décisions concernant l'avenir de cet organisme.
2. Je ne cesse de placer entre guillemets ce terme qui a été forgé, afin d'en souligner le caractère fictif.

défense et veillera à la mise en œuvre de celle-ci en développant davantage son rôle opérationnel particulier, a-t-il été mis en application?

D'ailleurs, la tragédie en cours des bombardements de l'OTAN contre la Yougoslavie, que démontre-t-elle, sinon que: 1) l'Europe est le serre-file des E.-U. dans le jeu géopolitique qui se déroule dans son espace vital organique, 2) l'identité des points de vue anglo-saxons de part et d'autre de l'Atlantique est significative, 3) et significative aussi l'attitude quelque peu maladroite de l'Allemagne qui adopte jusqu'à un certain degré<sup>3</sup> le point de vue du facteur anglo-saxon dans le cas précis de ces frappes?

### *Conclusion sur la question n°1*

*Il n'est donc en aucun cas aisé de parler «d'ensemble européen supranational» ou «d'entité européenne supranationale».* Il est clair que la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC) érige une formation sociale donnée en un ensemble dans lequel les éléments constitutifs appréhendent de la même manière l'intérêt, bien compris, de celle-ci et, bien sûr, se définissent en se distinguant à l'identique du milieu international extérieur à cette formation. Dans le cas qui nous occupe ici, la dimension que confère l'ingérence vigoureuse et déterminante de l'OTAN transforme la dimension géographico-culturelle du cas envisagé, et d'eurocentriste qu'était ce dernier, le rend «atlantiste», sous un vernis européen qui permettra simplement aux dirigeants européens mais aussi aux citoyens de leurs pays d'espérer qu'il y a quelque chose au bout de ce tunnel politique. Sentiment d'espoir indispensable pour entretenir l'optimisme des peuples européens, qui tempérera «eurosepticisme»<sup>4</sup> et renforcera la dimension économique commune de l'UE.

Cette dimension économique européenne de l'UE est requise pour que devienne indispensable le financement des économies indigentes des anciens pays de l'Est dont les structures politiques, économiques et sociales doivent s'adapter aux exigences des sociétés de libre marché, de sorte qu'elles soient prêtes pour l'adhésion finale de ces pays à l'OTAN et qu'elles se préparent à accueillir et à mettre en œuvre la globalisation qui est d'origine anglo-saxonne.

3. En juin 1999, environ deux semaines avant les élections européennes, l'Allemagne n'a pas apporté son soutien aux opérations terrestres au Kosovo du côté allié. Elle fut suivie en cela par la France et l'Italie.

4. Un eurosepticisme modéré et constant est jugé utile pour les intérêts anglo-saxons et surtout américains parce qu'il empêche l'idée européenne de progresser d'une façon spectaculaire.

L'ensemble du processus est subordonné aux finalités de l'élargissement de l'OTAN vers l'Est, pour que soient enfin comblés les vides géopolitiques des régimes de l'Est relevant de l'ex-Pacte de Varsovie. Des vides, par rapport à la puissance anglo-saxonne, créés à l'issue de la Deuxième guerre mondiale, et établis durablement par la guerre froide. Des vides que n'ont jamais acceptés le capitalisme anglo-saxon de souche protestante ni, naturellement, la vision américaine (de fondement éthique wilsonien) d'hégémonie des E.-U. sur la scène internationale. Et dans cette conception protestante du capitalisme, l'aire culturelle germanique ne peut que s'insérer de plein droit.

De même, il n'est pas possible d'éluder les «bonnes intentions» qui animaient les E.-U. quant au rôle de locomotive économique de l'UE que prendrait l'Allemagne réunifiée: sa puissance (politique et économique), surtout à un niveau européen, doit permettre de mener à bien le plan d'intégration des anciens pays de l'Est dans le système de l'économie de marché, ce qui rendra enfin possible la mise à l'écart définitive de l'ex-Union soviétique loin de la Méditerranée et des nouveaux itinéraires pétroliers qui partent du Bassin de la mer Caspienne et de l'Asie centrale vers les eaux chaudes méditerranéennes.<sup>5</sup>

C'est d'ailleurs ce que démontre le point de vue défendu selon lequel «un Azerbaïdjan indépendant relié aux marchés occidentaux par des pipelines qui évitent les territoires sous influence russe, permet la jonction entre les économies développées, fortes consommatrices d'énergie, et les gisements convoités des républiques d'Asie centrale. Le sort de l'Azerbaïdjan et de l'Asie centrale, à l'égal de celui de l'Ukraine, dictera ce que sera ou ne sera pas la Russie à l'avenir».<sup>6</sup>

Pour fonctionner, ce modèle géopolitique nécessite, hormis la participation de la Grèce,<sup>7</sup> celle de la Turquie, en faveur de laquelle les E.-U. insistent avec ténacité pour qu'elle soit reçue dans l'UE comme membre à part entière, ne serait-ce -ce qui paraît normal- qu'après des périodes

---

5. Z. Brzezinski, sur ce point, fait montre d'une exquise élégance: «On peut le [sc. l'Azerbaïdjan] comparer à un «bouchon» d'importance vitale, permettant ou empêchant l'accès à la «bouteille» qui contient les richesses du bassin de la mer Caspienne et d'Asie centrale. «Voir Z. Brzezinski, *Le grand échiquier. L'Amérique et le reste du monde* (traduit de l'anglais [E. -U.] par Michel Bessière et Michelle Lerpe-Voslinsky), Bayard éditions, Paris, 1997, 168.

6. *Op. cit.*, 75.

7. Laquelle, de toute façon, en tant que puissance maritime, se comporte «avec civilité» à l'égard les E.-U.

d'adaptation principalement de caractère économique, qui n'affecteraient d'aucune manière les piètres performances d'Ankara quant au statut des droits politiques et des droits de l'homme dans ce pays.

Pour ce qui est de la Turquie, on est convaincu à Washington et surtout au Pentagone et au Département d'État que «la Turquie, facteur de stabilité dans la région de la mer Noire, verrouille l'accès à la Méditerranée, sert de contrepoids à la Russie dans le Caucase, d'antidote au fondamentalisme musulman et de point d'ancrage au sud pour l'OTAN. «Washington considère que «des remous en Turquie favoriseraient la violence dans le sud des Balkans et le retour de la présence russe dans les nouveaux États indépendants du Caucase».<sup>8</sup>

À ce propos, nous pourrions faire remarquer que chaque fois que Washington est amené à examiner une question sous l'angle géostratégique, la peur diffusé du danger russe est manifeste. Et je me dois de souligner cela: trop de citoyens européens qui font pourtant preuve de bon sens n'entendent pas entrer dans cette logique car ils la considèrent comme «relevant de la guerre froide» et «dépassée». Et c'est précisément cette appréciation qui est à l'origine des énormes erreurs de l'analyse géopolitique grecque moderne sur l'avenir politique de l'UE.

Qu'il soit enfin bien clair que si la Russie s'effondre et capitule devant l'hégémonie économique de l'Allemagne et celle politique des E.-U., l'Iran collaborera bientôt avec ces deux puissances dont les foyers économiques d'entreprise, et surtout d'énergie, se trouveront tout proches de ses côtes sur la Caspienne, qui, bien sûr, regorgeront d'offres d'investissement attirantes. Car il ne faut pas perdre de vue que le territoire de l'Iran constitue la voie d'accès la plus courte pour les produits énergétiques du Kazakhstan, du Turkménistan et de l'Azerbaïdjan vers le golfe arabo - persique.

Si une telle chose se produit, la Syrie perd toute chance de concrétiser un axe anti-américain avec Téhéran et il ne lui reste plus qu'à accepter le compromis d'une solution modérée sur la question du Plateau du Golan<sup>9</sup> et sur celle du Sud-Liban<sup>10</sup> en normalisant ses relations avec Israël.

Un tel tour des événements réduit sensiblement l'importance géostratégique de la Turquie pour Washington et ouvre une autre grande question: puisque la Turquie ne s'avère plus indispensable pour mettre en avant la puissance américaine ni pour assurer la sécurité d'Israël dans la région, et puisque son instabilité politique intérieure (mouve-

8. *Op. cit.*, 76.

9. C'est-à-dire des sources du Jourdain.

10. C'est-à-dire des eaux du fleuve Litani.

ment islamiste, questions alevi, kurde) fait d'elle un facteur peu sûr, les E.-U., la Grande-Bretagne et Israël doivent préserver leurs intérêts d'une manière directe et permanente.

Comme nous l'avons déjà indiqué ailleurs,<sup>11</sup> les intérêts de ces États sont liés, plus particulièrement dans le cas d'Israël, au premier chef, à la préservation d'une partie des réserves d'eau du Tigre et de l'Euphrate dont les sources se trouvent au nord du Kurdistan tandis que pour Washington et pour Londres, ils sont liés à la préservation des réserves pétrolières de Mossoul et de Kirkuk qui sont géographiquement situées au sud du Kurdistan.

Le fait d'avoir donné satisfaction à la Syrie en l'autorisant à prélever de l'Euphrate une quantité d'eau de l'ordre de 750 m<sup>3</sup> /s. va aussi contribuer considérablement à créer un climat de stabilité dans la région, incitant d'ailleurs Damas à montrer plus de souplesse et d'audace dans ses négociations avec Tel-Aviv sur la question du Golan.

Mais quelle est donc la condition préalable à tout cela? La création d'un Kurdistan autonome et autogéré, rattaché par un lien confédératif à l'État turc, intégré dans un système régional de sécurité qui appartienne à la sphère d'influence anglo-saxonne où cette fois Tel Aviv jouera aussi, naturellement, un rôle capital.<sup>12</sup>

**Réponse à la question n° 2:** Nous avons déjà démontré qu'il n'existe pas d'entité correspondant à un ensemble supranational européen, et si les conceptions européennes nationalistes ne cèdent pas la place à une conception commune, fondée sur la culture, supranationale, en tout cas européenne, il est vraisemblable que la réalisation d'une telle entité ne sera jamais possible.

L'Europe est contrainte à rechercher ses racines culturelles grecques, romaines et judaïques et à les exploiter en les élevant sur le piédestal où auparavant chacun des États européens plaçait ses propres *représentations*<sup>13</sup> nationales.

11. I. Th. Mazis, *Géopolitique de l'eau au Moyen Orient*, Ed. Trokhalia, Athènes, 1996, 251-152.

12. Ce système régional de sécurité pourrait dans un premier temps réunir la confédération turque, l'Égypte, l'Iran, et la Syrie et pourrait ensuite être rejoint par l'Irak de l'après-Saddam Hussein, le Pakistan et l'Inde. Les résultats pourraient s'avérer extrêmement bénéfiques pour la paix et la stabilité dans cette région sensible et instable.

13. Selon le géopoliticien français Yves Lacoste.

Le concept de l'État nation n'en commence pas pour autant à être déprécié. Il est, néanmoins, une dimension que cette approche écarte définitivement, c'est la représentation nationaliste obsessionnelle, et par là domageable. Cette représentation non seulement ne permet pas le rapprochement entre les États européens, mais de surcroît élève un mur de nature messianique et millénariste dont le moins qu'on puisse dire est qu'il ne sert pas les intérêts des peuples européens. Il faut que l'on comprenne bien que l'obsession nationaliste n'est le privilège exclusif d'aucun peuple européen.

Il est certain que *ce qui transforme les particularités nationales de mur qui sépare en pont qui unit les peuples est tout simplement l'angle de vue sous lequel ces particularités sont envisagées ou enseignés.*

Il est clair que plus la quantité des spécificités nationales entre les peuples européens est grande, plus le processus de leur échange entre les peuples et les citoyens européens sera substantiel et intéressant, plus il sera stable et constructif.

Il est évident que *la connaissance, l'acceptation, la valorisation et l'utilisation définitives de ces spécificités culturelles nationales par les citoyens européens constituent la pierre angulaire de la création d'une entité européenne supranationale qui aura pour édifice l'État nation européen.*

Certes, les dirigeants européens ont connaissance de ces réalités tout comme l'auteur de ces lignes. Et pourtant le mur que les nationalismes européens élèvent entre les peuples européens ne permet pas d'atteindre l'osmose culturelle des éléments grec, romain et judaïque entre les populations des pays membres de l'UE.

Une osmose qui favoriserait la création de la conscience européenne laquelle reposerait sur les trois éléments constitutifs de l'esprit européen précédemment cités. Voilà toute «l'essence» de «l'âme géopolitique» de l'Europe. Sans elle, l'UE n'est qu'un «zombi de l'Atlantique nord», un produit économique-financier fabriqué par l'Alliance et situé dans l'aire géographique de l'Europe occidentale.

Pour ce qui est de la structure géopolitique et des orientations géopolitiques de cette nouvelle entité, elles se révèlent à l'étude de certains événements internationaux tels que: a) le cas du dernier «affrontement manqué»<sup>14</sup> entre les E.-U. et l'Irak, b) les bombardements par les E.-U.

14. Cf. Les convulsions du monde, *Manière de voir* n° 43, janvier-février 1999, 50-51, article d'A. Gresh, «Guerre sans fin contre l'Irak», qui fait remarquer, 51: «Malgré les faibles prix actuels du baril, le contrôle de l'«or noir» reste un enjeu majeur. La part de cinq pays du Proche-Orient-Arabie Saoudite, Irak, Iran, Koweït et Émirats arabes unis-dans la production mondiale, qui avait culminé

de cibles terroristes au Soudan et en Afghanistan et c) le cas des bombardements de l'OTAN contre la nouvelle Yougoslavie.

Et dans ces trois cas, il s'est avéré que les Britanniques ont apporté leur soutien inconditionnel aux exigences des E.-U.<sup>15</sup>

Cette attitude de la Grande-Bretagne a été l'objet d'une analyse théorique de la part de Tony Blair lequel «a souvent déclaré que son premier souci était de rétablir avec les États Unis la complémentarité d'intérêts et même la «connivence» qui avaient été compromises, selon lui, par son prédécesseur, M. Major».<sup>16</sup> La direction géopolitique que M. Blair s'est efforcé de donner aussitôt à la politique étrangère britannique va vers le resserrement des liens d'Albion avec l'Australie, la Nouvelle Zélande, le Canada et les E.-U., c'est-à-dire avec une grande part de l'ancien Commonwealth.

Sur ce point, nous ne pouvons que repenser aux prévisions de S. P. Huntington et reconnaître que ces liens civilisationnels entretenus sans défaut par certains centres de plans stratégiques s'avèrent parfois aussi solides que les purs intérêts hégémoniques et bien sûr économiques. Et je suis entièrement d'accord avec le point de vue selon lequel «il n'y a rien de plus opérationnel et de plus imposant sur la planète entière que la réalité affective et géopolitique de cette grande coalition anglo-saxonne».<sup>17</sup>

Certes, je ne vois pas pourquoi je ne serais pas en droit de classer ce genre de comportement anglo-saxon au niveau des «idées obsessionnelles nationalistes», comportement dont les Anglo-saxons, nous l'avons déjà dit, ne détiennent pas l'exclusivité.

Ainsi, il nous faut reconnaître que la nouvelle Allemagne appuie les actions des E.-U. dans l'Ancienne République Yougoslave de Macédoine (ARYM / FYROM), en Bosnie, en Irak, au Soudan, en Afghanistan

---

à 36% en 1973, était retombée à 16% en 1986, est remontée à 27% en 1996 et devrait passer à nouveau la barre des 30% en l'an 2000. Les réserves à bas prix de la région resteront longtemps encore vitales pour l'économie occidentale. «Cela explique l'issue définitive, sans affrontement «chaud» majeur, du «rapport Butler» du 16/12/1998.

15. Par exemple, dans l'affaire irakienne, les exigences américaines faisaient référence à l'automaticité (c.-à-d. que l'attaque contre l'Irak se ferait sans autre résolution du Conseil de Sécurité des Nations unies) des réactions de «l'Occident» (c.-à-d. de Washington) au cas où Washington estimait que Saddam Hussein ne respectait pas ses engagements auprès des observateurs de l'ONU

16. Jean Daniel, «Où est passée l'Europe?», *Le Nouvel Observateur*, n° 1735 du 5 au 11 mars 1998, 22-23, plus spécialement 22.

17. *Op.cit.*, 662.



et jusqu'à présent au Kosovo. L'on sait aussi qu'en Grande-Bretagne le gouvernement Schröder est considéré comme plus proche de celui de M. Blair que ne l'était celui de M. Kohl, qui, lui aussi, passait pour soutenir particulièrement les thèses américaines.

*Conclusion sur la question no 2*

En définitive, il semblerait que l'on puisse discerner clairement l'émergence d'une construction nord-atlantique aux caractéristiques ethnoculturelles dominantes grosso modo protestantes. Le caractère économique de l'assise commune de cette construction ainsi que l'effort commun de création de foyers hégémoniques nouveaux, d'un type différent, venant seconder, mais aussi compléter, ceux existant, constituent le ciment de l'édifice.

C'est d'ailleurs ce que démontre l'entente parfaite entre Londres et Bonn sur le sujet lancé par Washington de l'extension de l'UE vers l'est, sans que la question de la PESC soit toutefois simultanément mise en avant.

L'explication de ce phénomène est plutôt simple: La Grande-Bretagne estimait que tout élargissement relâcherait les procédures d'approfondissement, ce qui aurait pour effet de ralentir le processus de l'intégration européenne, tandis que l'Allemagne, elle, estimait qu'elle conquerrait, cette fois pacifiquement, un espace vital qu'elle considérait comme lui étant, tout au moins culturellement, apparenté, de sorte qu'elle se révéla être une puissance européenne fermement hégémonique. Certes, il est naturel que Washington considère que sous le régime actuel qui fait dépendre l'Europe des E.-U. en matière de défense, tout élargissement de l'espace européen consiste automatiquement en extension du champ d'influence directe des E.-U. à travers l'élargissement de l'OTAN. Inversement, sans liens «transatlantiques», la primauté des E.-U. en Eurasie s'effondre immédiatement. Cela signifierait l'impossibilité, pour les E.-U., de contrôler l'Atlantique et l'incapacité totale de favoriser l'expansion de leur influence et de leur puissance dans les territoires eurasiatiques plus continentaux.

Cependant, la présence, aux portes de l'Europe, d'un ennemi convaincant, puissant et menaçant s'avère absolument indispensable. Un ennemi qui va légitimer dans la conscience de l'opinion publique européenne la nécessité d'un recours aux «prestations de service» américaines en matière de sécurité; ainsi, avec l'incapacité européenne notoire de concertation en matière de défense et de politique extérieure et

compte tenu de la fameuse conception européenne, pouvant se résumer par la formule «l'impérialisme américain est mauvais mais la protection militaire américaine est utile», la dépendance de l'Europe vis-à-vis de l'OTAN en matière de défense continuera avec le consentement tacite et la bénédiction des «ennemis» et des «amis».

Or l'islam se prête à être un tel ennemi. L'islam vu comme une conception politique radicale et révolutionnaire pour la société occidentale, une société qui ne lui appartient pas culturellement. Il s'agit bien sûr d'un «Occident» qui est typologiquement adapté à l'expérience coloniale des peuples musulmans, principalement méditerranéens, qui revêt des traits européens. Relativement à ce passé colonialiste, les E.-U. ont «la conscience tranquille» vis-à-vis du monde islamique méditerranéen.

Un tenant du système atlantique –ou «atlantiste»- soutiendrait donc que le danger islamique consiste en une conception culturelle orientale pour laquelle l'islam prenant sa revanche sur le colonialisme ouest-européen, recherche légitimement un nouvel espace vital dans le cadre géoculturel européen qui doit le lui offrir en rachat de son passe. Mais il crée ainsi les conditions de déstabilisation, de ruptures et de frictions politiques, économiques et sociales dans les sociétés et dans les régimes de l'espace européen.

Notre «atlantiste» tire donc aisément la conclusion: *L'Europe doit concevoir ses structures de défense en renforçant l'UEO avec la collaboration du Pacte Nord-atlantique de manière à se protéger de toute espèce de déstabilisation qui peut survenir sur l'étendue de son territoire si les pays d'origine de l'élément islamique acquièrent des armes nucléaires, chimiques ou biologiques et peuvent constituer des foyers d'exportation de la vengeance islamiste mais aussi d'activités déstabilisatrices sur les territoires européens.*

Qui d'autre que les E.-U. peut mieux contrôler les « dérapages » géopolitiques de ces États musulmans dans la zone orientale des intérêts régionaux de l'Europe?<sup>18</sup> Et quel système collectif de sécurité serait le plus adéquat pour exercer ce contrôle ? L'OTAN, bien sûr.

Voilà donc les principales raisons qui requièrent la présence d'un puissant bouclier de l'OTAN en Europe qui se traduira naturellement par la dépendance de celle-ci vis-à-vis de celle-là en matière de défense, CQFD.

---

18. Lesquels sont aussi ceux des E.-U., mais l'hypothèse veut que nous présentions ici l'argumentation d'un «atlantiste» classique.

Tout cela ne peut faire ignorer que Paris, en essayant de formuler une proposition européenne « d'inspiration française » qui définit des perspectives pour la construction politique et défensive de l'Europe, envisage la création d'un « Sud européen, latin » qui pourrait comprendre Athènes, Madrid, Rome, et Lisbonne et qu'il lui semblerait naturel de vouloir coordonner d'un point de vue défensif et géostratégique, en tant qu'unique puissance nucléaire parmi celles précédemment évoquées. Toutefois, des questions, telles que a) la polysémie des caractéristiques ethnoculturelles de ce Sud européen, b) l'inefficacité de la politique de la *francophonie* dans la région, c) l'intégration géostratégique à orientation anglo-saxonne de la Grèce (même dans sa forme imparfaite actuelle), d) et les dispositions hégémoniques respectives de Rome dans l'espace euro-méditerranéen rendent sans doute difficile la matérialisation des volontés de Paris.

Finalement, on ne peut que reconnaître l'incapacité dont ont fait preuve jusqu'ici les États européens à s'affranchir de leur dépendance, voulue dirait-on, de l'hégémonie américaine. Et comme l'observe Z. Brezinski avec amertume à peu près dans ces termes, la dure vérité est que l'Europe occidentale -et à un degré croissant également l'Europe centrale- demeure pour une grande part un protectorat américain, les États de l'Alliance rappelant les anciens vassaux soumis à l'impôt.

**Réponse à la question n° 3:** Pour cette question, il nous faudra nécessairement examiner les causes qui sont finalement à l'origine d'une entité intra-européenne/anti-européenne qui est la marque d'une évolution intra-européenne et de ce fait anti-européenne.

Dans le cadre de cette tentative de réponse, il nous faut souligner que le lien qui unit, au plan géographique, économique et politique, la Grande-Bretagne et l'Allemagne sert -désormais- pleinement les desseins géopolitiques des E.-U. parce que dans ces conditions, avec des subventions européennes et sous la coordination germano-saxonne, la Russie actuelle est couverte de tous côtés, le transit pétrolier de l'Asie centrale vers la Méditerranée est entièrement contrôlé par les intérêts anglo-saxons et l'hégémonie anglo-saxonne sur cette mer chaude est parfaitement assurée. Une hégémonie qui, de toute façon, dispose déjà des importantes bases stratégiques anglo-saxonnes de Chypre, de la Crète et de Gibraltar.

D'un autre point de vue, d'aucuns à Bonn --et dans l'avenir à Berlin- doivent considérer qu'ils remplissent leur rôle historique envers les

anciens Pays de l'Est récemment libérés, qu'ils effectuent un nouveau -et de nature économique, cette fois- Drang nach Osten, noble et positif pour la paix, la prospérité et la stabilité dans l'espace eurasiatique. C'est d'ailleurs la contrepartie que Washington semble avoir accordée à Bonn, avec le consentement de Londres.

Les E.-U. ne peuvent faire autrement. C'est un lieu commun que Washington ne pouvait soutenir économiquement le passage en douceur de l'Union soviétique à des formes de sociétés d'économie de marché. Comme le mentionne Ignacio Ramonet, «Ils (sc. les E.-U.) avaient déjà constaté, lors de la guerre du Gaffe, qu'ils n'avaient pas ... les moyens de leur ambition militaire, et ils avaient dû faire financer le conflit par leurs principaux partenaires».<sup>19</sup>

Dans le cadre de leurs faiblesses, pour tout ce qui concerne la préservation de leur influence politico-défensive en Eurasie, les E.-U. s'adressent aux services et à l'aide financière de Bonn. Aide naturellement accordée avec des contreparties.

L'interprétation de l'effondrement financier actuel de la Bourse de Moscou à partir de ce qui a été appelé «le syndrome de la Vodka» après la fameuse «lettre Soros»,<sup>20</sup> offre la possibilité au capital international d'intervenir en vue d'un «rétablissement de la situation» et d'une «sta-

---

19. Ignacio Ramonet, *Géopolitique du chaos*, ed. Galilée Paris, 1997 (coll. l'espace critique), 41.

20. Pour ma part, je l'appellerais «Syndrome de la philanthropie», en référence aux activités «philanthropiques» de T. Soros, qui a été à l'origine de la crise financière. Ce spéculateur international a adressé au *Financial Times*, le jeudi 13 août 1998, une lettre dans laquelle il soutenait une dévaluation du rouble de l'ordre de 15 à 25% et son rattachement consécutif au cours du dollar ou de l'ECU (c.-à-d. essentiellement du mark). Le lundi suivant, 17 août, la Banque centrale de Russie a dévalué le rouble et a annoncé sa nouvelle parité, entre 6 et 9, 2 roubles le dollar. Le 27 août, la parité s'est située aux alentours des 11,1 roubles le dollar, tandis que la monnaie américaine, ce même jour, a été réévaluée de 29% face au rouble sur le marché interbancaire de Moscou. En ce qui concerne les réserves de devises étrangères de la Banque centrale de Russie, celles-ci se montaient à 13,4 milliards de dollars, le 21 août 1998, mais le 27 août elles n'étaient déjà plus estimées qu'à 10 milliards. L'argument selon lequel T. Soros «a perdu 2 milliards dans la crise monétaire russe» ne peut atténuer la responsabilité du spéculateur international, alors que les sociétés de cet homme d'affaires d'origine hongroise ont enregistré une augmentation de capital d'environ 20% depuis le début de l'année mais il est clair qu'on ne peut l'accuser de naïveté relativement à sa décision d'envoyer la lettre en question au *Financial Times*.

bilisation» de l'économie russe à de meilleures conditions et bien sûr, à un taux de change dollar / rouble beaucoup plus avantageux pour le dollar. Étant donné qu'il n'y a pas du côté américain de grande liquidité en dollars, une dévaluation du rouble aiderait l'effort de pénétration par Washington, avec tout ce que cela signifie du point de vue de la nouvelle équivalence de l'activité productrice réelle de l'économie russe sur le marché international et particulièrement face au mark et au dollar.

Ainsi, la spéculation géoéconomique américaine «de type stratégique» peut procéder à des achats de roubles en quantité, avant que ceux-ci n'acquière à nouveau leur valeur, chose qui se produira après quelques opérations opportunes en Deutsche Mark ou en ECU (qui repose en grande partie sur la monnaie allemande)! Le jeu acquiert ainsi pour Washington de la valeur, de l'importance, de l'intérêt et rapporte des bénéfices considérables!

D'autre part, et c'est là que réside selon moi l'objectif stratégique de toute l'affaire, ce jeu aide à la réduction complète des forces dangereuses pour l'hégémonie américaine que sont le nationalisme russe et le communisme revanchard (ou l'un des deux) dont la résurgence et la prépondérance bouleverseraient les visées hégémoniques américaines sur l'Eurasie. Dans ces conditions, la Turquie ne sera plus un allié si important pour les intérêts américains dans la région, puisque l'empire russe se verra complètement «incorporé» dans le cadre géo-économique allemand et celui géopolitique et géo-défensif américain. Mais jusqu'à ce moment-là, la gestion géostratégique de la Turquie par Washington comme arme géostratégique contre la Russie est estimée indispensable.

En ce qui concerne le Deutsche Mark, il convient de souligner que l'effondrement de l'économie russe ne lui fait pas peur. Au contraire. Et cela parce que ses capacités d'achat s'accroissent suivant une progression logarithmique et que ses opérations d'investissement en Deutsche Mark sont d'une extrême efficacité.

Toutefois, les réactions de la Russie ainsi que ses peurs ne sont pas suffisamment prises en compte, à mon avis. On n'accorde malheureusement aucune valeur à la perspective d'une issue fatale que serait la montée des tensions dans la zone de l'Europe orientale, dans le bassin de la Caspienne et dans le Caucase suite à l'utilisation de la Turquie, du côté américain, comme bélier antirusse et comme verrou antirusse des Détroits des Dardanelles, ou comme l'un des deux. Il semble que les analyses qui sont faites à Bonn et à Washington n'aient pas inclus cette éventualité-là ou la considèrent comme presque improbable.

*Conclusion sur la 3e question*

Il résulte donc de l'analyse faite ci-dessus, que l'Union européenne est invitée, respectivement par les E.-U. -qui lui donnent à suivre une direction politique-par Bonn-qui consent à soutenir celle-ci-, et par Londres -qui lui accorde également son appui entier au point d'en devenir directif- à financer pour une large part, une affaire d'hégémonie anglo-saxonne en Eurasie, dans le plus pur esprit de l'école de Mackinder, et cela, au début du XXIe siècle.<sup>21</sup> Peut-être n'est-ce pas le plus grand mal, si le but est d'arriver à la paix sur «l'Ile planétaire», c'est-à-dire l'Eurasie.

*Néanmoins, il est clair qu'il s'agit d'une évolution anti-européenne qui a germé dans des concertations à une échelle intra-européenne,*

La question de l'Europe unie n'est en aucune façon un sujet fétiche pour l'auteur de ces lignes. Dans l'esprit de tous ses défenseurs, l'Europe unie constitue un moyen de maintenir la paix et la sécurité en Eurasie, plus particulièrement depuis la chute du mur de Berlin. Si cet objectif ne peut être atteint, que ce soit pour des raisons de «nationalismes européens», ou en raison de conflits entre ces nationalismes et l'effort constaté d'hégémonie politique anglo-saxonne dans l'espace de l'Eurasie, il faudra alors «repositionner» le débat en toute franchise. Le seul moyen de trouver une solution à la redistribution de la puissance dans l'espace eurasiatique est de regarder la réalité en face.

La question n'est donc pas de savoir si les conceptions politiques et la façon d'agir actuelles des dirigeants européens et américains nuisent à la dimension politique de la nouvelle Europe ou la réduisent. Il est maintenant clairement établi - l'analyse ci-dessus y aura également contribué-que c'est bien le cas.

La question, finalement, consiste à savoir si cela se fait sciemment aux dépens de l'union politique et défensive de l'Europe ou si ceux qui prennent part à ce jeu stratégique ont une impression erronée quant aux conséquences du choix de leur orientation et de leur façon d'agir.

À la suite de cette analyse, nous devons procéder à l'examen des tendances qui semblent prédominer relativement à la relation Chypre-

---

21. N'en déplaise à tous ceux qui parlent de «guerre froide» et «d'anachronisme», sous l'influence d'une approche qui relève purement du droit international. Mais ils ne prennent pas en considération le fait que ceux qui ne tiennent pas le moins du monde compte du droit international sont, en principe, les adeptes kantieniens de Wilson!

UE et plus particulièrement à l'amorce de la procédure d'adhésion de Chypre à l'UE cet automne.

La réalité géopolitique telle qu'elle est lue par les E.-U. présente les caractéristiques suivantes:

a) Chypre contrôle ce point crucial du sud-est de la Méditerranée où aboutissent:

-les oléoducs de Mossoul et de Kirkuk via Youmourtalik et finalement le port d'Alexandrette.

-les oléoducs du littoral syrien (Lattaquié) ainsi que ceux du Liban (Sidon).

-dans la Méditerranée orientale, via le canal de Suez, les routes commerciales d'acheminement des hydrocarbures du golfe Persique vers les marchés de l'Occident.

b) L'espace aérien qui s'étend entre la pointe du cap St-André (Agios Andreas) et Lattaquié (Syrie), large de 100 km, peut être parfaitement contrôlé par des forces aériennes basées sur l'île de Chypre et qui seraient en coopération défensive avec Damas. Il en irait de même pour les forces aériennes syriennes si elles se trouvaient en coopération défensive avec Nicosie.

Il va de soi que Tel Aviv se montre extrêmement sur ses gardes face à la perspective d'une pareille éventualité, parce que personne ne serait capable de garantir aux officiels israéliens qu'un tel accord n'en arriverait pas à avoir des retombées négatives sur l'intérêt national d'Israël.

En guise d'exemple, citons le cas de l'accord défensif entre Israël et la Turquie dont un des objectifs est de créer une «profondeur stratégique» pour l'aviation israélienne, en cas d'agression d'Israël par la Syrie. Cet objectif serait annulé si la coopération évoquée ci-dessus entre Damas et Nicosie fonctionnait, avec les conséquences incalculables que cela comporte pour la sécurité d'Israël.

Au surplus, une position pro-arabe d'un État chypriote unifié en matière de défense est interprétée par Tel Aviv comme un danger absolu pour la sécurité nationale d'Israël, et cela pour deux raisons: la première est qu'elle lui exclut toute voie maritime ou aérienne d'opérations de défense à caractère offensif ou défensif vers les pays arabes, et la seconde est qu'elle constitue une base d'opérations offensives à son encontre d'un niveau correspondant.

c) La zone comprise entre le 35e et le 36e parallèle, qui inclut, dans son extrémité orientale, Chypre (Episkopi, Akrotiri, Larnaca et Lefkoniko), la Crète, et dans sa partie occidentale, Malte et Gibraltar, constitue un en-



semble de points d'appuis géostratégiques particulièrement important pour les puissances maritimes anglo-saxonnes qui contrôlent ainsi à travers cet axe géostratégique, et d'un bout à l'autre, le sud de la Méditerranée, c.-à-d. le Maghreb en pleine ébullition. Cet axe est la voie de sortie des réserves pétrolières du golfe Persique mais aussi de celles du bassin de la Caspienne, qui seront acheminées vers Gibraltar à destination de l'Atlantique.

Un État chypriote indépendant, qui sera désormais forcément bicommunautaire et bizonal, qui aura une personnalité étatique autonome, qui pourrait surmonter n'importe quelles embûches posées par Ankara et qui pourrait devenir membre à part entière de l'UE, obligerait Bruxelles à se pencher sérieusement sur les questions de sécurité en cet endroit de la Méditerranée orientale. Cela signifie qu'une forte pression exercée par le côté turc sur le facteur gréco-chypriote instaure un climat d'instabilité dans cette région d'importance stratégique mais surtout dans l'extrémité sud-orientale de cette Union européenne hypothétique, élargie. Et cela, dans la mesure où une telle pression soulèverait des réactions bien naturelles aux niveaux politique et national à Athènes. Cette version des choses place Bruxelles devant un dilemme: soit la capitale européenne, désormais manifestement incapable de donner des explications convaincantes à Athènes comme à l'opinion publique européenne, renonce de facto à tout droit à la protection de ses intérêts dans l'extrémité sud-orientale de l'Europe, pourtant de toute première importance, et par là-même se supprime d'elle-même et reconnaît la composante mythique de la construction politique européenne; soit Bruxelles décide d'affronter sévèrement la source des pressions déstabilisatrices (la Turquie), au risque -et c'est ce qui lui fait peur- de perdre, ne fût-ce qu'à court terme, quelques-uns de ses bénéfices et intérêts économiques.

Ce dilemme, Bruxelles ne semble pas prêt à l'affronter, tout simplement parce que ...Bruxelles n'existe pas..., comme qui dirait avec mélancolie en paraphrasant le poète.<sup>22</sup> La seule volonté hégémonique politique conséquente, sans faille et clairement définie dans la région est anglo-saxonne, et il est clair qu'aucune négociation ne pourra s'engager sans elle. Et les modes de négociation sont au nombre de deux, avec cette différence capitale que l'un existe et l'autre ... n'existe pas!

Le mode existant requiert des actions décisives en vue de «cuirasser» la partie libre de l'Ile, et qu'on ne s'obstine pas sur le pays d'origine des systèmes d'armement mais que l'accent soit mis sur leur efficacité et leur

---

22. Référence au poème de C. Cavafy.



force de dissuasion. La mise en place de cette sorte d'écran de protection qui viendrait la recouvrir doit se faire sans bruit, à un rythme intensif et extrêmement rapide, avec détermination. Et une fois que cette mise en place aura été achevée et bien entendu démentie avec insistance dans tous les forums internationaux (voir l'exemple de la Chine à laquelle ont été fournies des armes provenant de la Russie), alors, seulement, il sera possible de procéder à l'amorce de négociations. Mais attention, uniquement avec les bonnes personnes...

Ces personnes ont un nom et une adresse, et à Bruxelles, encore bien. Sauf qu'elles n'ont rien à voir avec la Commission!<sup>23</sup>

Quel doit donc être, après tout cela, le comportement «géopolitiquement correct» de la Grèce dans le cadre de cette fermentation des esprits politiques où semble prévaloir la «tendance saxonne nordique» tandis que la «tendance latine»<sup>24</sup> n'a pas encore défini le code commun de ses valeurs culturelles, -code qui pourrait devenir le ciment de l'œuvre à terminer?

La Grèce est une entité maritime internationale. Elle doit son existence et sa survie à la mer. La Grèce se doit de renforcer au maximum sa puissance commerciale et militaire qu'elle exerce sur l'élément liquide afin de conserver sa valeur géostratégique essentielle en rapport avec les visées géopolitiques américaines en Eurasie.

Dans cette approche géopolitique, la manière dont le côté grec va gérer les questions qui ont trait à l'espace égéen va jouer un rôle de premier plan. La vigueur de la présence défensive grecque dans l'espace égéen offrira le meilleur contrepoids géopolitique et la meilleure contre-mesure géostratégique à l'intransigeance et à l'agressivité de la Turquie. Par ailleurs, cette présence énergique de la Grèce fait passer le bon message aux puissances maritimes métropolitaines (E.-U. et Grande-Bretagne) mais aussi aux pays européens (France-Italie) qui essaient de constituer une «réponse maritime» européenne aux puissances anglo-saxonnes. Le rôle du corridor maritime Dardanelles-Égée est fondamental dans cette circonstance.<sup>25</sup>

Tenant compte de la probabilité<sup>26</sup> dans le jeu géostratégique, de la

23. À l'heure où cet article est publié en français, l'affaire des S-300 s'est terminée en fiasco. Nos peurs se sont vérifiées! (Note de l'auteur).

24. Déjà son nom est un handicap sérieux à sa réalisation.

25. I.Th. Mazis, «Analyse géopolitique du corridor commercial maritime Dardanelles-Égée», O.P. 97.79, ELIAMEP, 1997, 16.

26. Par ce terme, j'entends le cas où la mainmise américaine sur le phénomène islamique en Turquie, en Afghanistan, et qui s'est encore manifestée dernièrement dans une tentative analogue à l'égard de l'Iran de Hattî, verrait le contrôle de la

perte par l'OTAN du contrôle géopolitique exercé sur les Dardanelles, l'importance géostratégique de l'Égée se trouve éminemment renforcée.

En revanche, une tendance au repli affichée, et ses corrélatives: insécurité, inertie sur la question de la coproduction de systèmes d'armements et dans le lancement de l'industrie grecque d'armement, négligence dans la promotion des relations israélo-grecques, négligence dans la création d'infrastructures dément protégées<sup>27</sup> (dans les domaines suivants: transport, communications, réseaux énergétiques, évacuation des eaux usées, approvisionnement en eau, hospitalisation d'urgence), et aussi une confiance totale dans le procédé d'administration de la justice internationale, au nom du droit international, tout cela conduira à diminuer l'importance de la Grèce dans les paramètres géostratégiques des calculs géopolitiques anglo-saxons tandis que le vide stratégique laissé par le pays dans les espaces égéen et méditerranéen sera recouvert par la présence pléthorique de l'amie, de l'alliée, de la voisine, la Turquie. Les suites se feront connaître et les responsabilités s'avéreront bien lourdes à porter.

### *Bibliography*

- Brzezinski, Zbigniew, *Le grand échiquier. L'Amérique et le reste du monde* (traduit de l'anglais par Michel Bessière et Michelle Lerpe-Voslinsky), Bayard éditions, Paris 1997
- Daniel, Jean, «Où est passée l'Europe?», *Le Nouvel Observateur*, n° 1735 du 5 au 11 mars 1998, 22-23
- Mazis, I. Th., *Geopolitiki ton Idaton sti Mesi Anatoli* [*The geopolitics of water in the Middle East*], Trochalia, Athens 1996 [in Greek]
- Mazis, I. Th., «Analisi geopolitica del canale marittimo-commerciale Dardanelli-Egeo», DADAT (Dipartimento per l'Analisi delle Dinamiche Ambientali e Territoriali) Working Papers, Napoli: Università degli Studi di Napoli-Federico II, 2002, 33-51
- Ramonet, Ignacio, *Géopolitique du chaos*, Galilée, Paris 1997

---

situation lui échapper au bénéfice d'un islam extrême, radical, politique. Plus spécialement aujourd'hui ou la fluidité géopolitique dans le sud-est de la Méditerranée, au Moyen Orient, dans la région du golfe Arabo-Persique et dans les Balkans ont transformé de l'aile sud de l'OTAN en front de confrontations par excellence caractérise par des interdépendances stratégiques fluctuantes, des contradictions politico-idéologiques et des incompatibilités défensives qui vont s'élargissant.

27. Pour des périodes de crise: de conflits, de catastrophes naturelles...